



# La Commune



## La révolte

Publié le dimanche 17 avril 2016



Alors que tout s'écroule autour de lui (explosion de la majorité parlementaire, abandon de la réforme constitutionnelle, hausse permanente du chômage, révolte contre la loi El Khomri), François Hollande estime que « *la France va mieux* »... Président des

patrons et des riches, travaillant et conspirant depuis quatre ans à la restauration des taux de profits capitalistes, Hollande est haï par l'immense majorité de la population. Ainsi, il est selon toutes les études le président le plus impopulaire de toute l'histoire de la V<sup>e</sup> République : il ne recueille que 14 % d'opinions favorables, 80 % des Français ne veulent pas qu'il soit candidat aux présidentielles de 2017, avis partagé par 66 % des « sympathisants de gauche ».

L'édito  
de

## La Commune

Hollande voulait être jugé à l'aune de la baisse du chômage, cette fameuse « *inversion de la courbe* » qu'il annonce depuis 2013. Or, de manière continue, le nombre de chômeurs n'a cessé de progresser. La dernière étude Dares-Pôle Emploi sur le chômage montre que le pays compte officiellement 6 494 100 chômeurs (toutes catégories confondues), en hausse de 234 500 en un an (+ 4 %), soit en moyenne 642 nouveaux chômeurs de plus par jour !

Dans cette situation catastrophique qui plonge des millions de travailleurs et leurs familles dans le chômage et la misère, la loi El Khomri est la mesure anti-ouvrière de trop. Après le pacte de responsabilité, le CICE, l'ANI, la réforme des retraites, l'augmentation de la TVA, la loi Macron, cette loi patronale qui offre le « droit de licenciement en toute impunité » cristallise la révolte des masses et de la jeunesse. Hollande le sait parfaitement et tente de pousser l'avantage en prévenant les manifestants que la loi El Khomri « *ne sera pas retirée* ». Au mieux il pourra y avoir des « *corrections* » ici ou là !

Il s'agit évidemment de tenter de noyer l'hostilité contre la loi dans le borbier du débat parlementaire et les négociations entre « partenaires sociaux » responsables. Après sept journées d'action sans lendemain (9, 17, 24, 31 mars, 5, 9, 14 avril), et une huitième annoncée pour le 28 avril, la question aujourd'hui est de savoir si le dispositif de division et de diversion du gouvernement, du Medef et, il faut bien le dire, des directions syndicales, peut ou non l'emporter ? Peut-il « tenir » face à la détermination de millions et de millions qui en réclament à juste titre, le retrait définitif ?

Une chose est sûre : la stratégie des « temps forts » ponctués par de longs « temps morts » n'est absolument pas de nature à faire reculer le gouvernement. Les expériences pratiques de 2003 et de 2010, notamment, sont là pour nous le rappeler, crûment. La tactique des directions syndicales d'appeler à des « journées d'action sans lendemain » est une tactique qui s'oppose frontalement au TOUS ENSEMBLE et à la Grève Générale.

C'est de ce vide politique qu'est né le mouvement Nuit Debout, mouvement « spontané » qui tente de canaliser la jeunesse

Nuit Debout, un mouvement en-dehors des partis ? Si une majorité de participants le pense, la réalité est tout autre. Julien Bayou, porte-parole national de EELV et conseiller régional d'Ile-de-France, y participe activement « *tous les soirs* », « *j'y vais en tant qu'individu* ». Ah bon ? En tant qu'« individu » aussi la présence de Léila Chaibi qui fait partie du « *comité de pilotage initial* » ? Mon œil, Léila Chaibi est tout sauf une inconnue. Née dans l'association Jeudi Noir (comme Bayou), Chaibi est passée respectivement par AL, le NPA et le PG. Avec l'air de ne pas y toucher, elle vend la mèche : selon elle, Nuit Debout doit offrir « *un débouché politique, comme l'a été Podemos en Espagne après les Indignados.* »

Si le « *débouché*», c'est le modèle Podemos ou Syriza, alors il est plus facile de comprendre pourquoi Nuit Debout est, au mieux, une impasse. Les salariés et les jeunes cherchent une tout autre voie : la grève générale pour le retrait de la loi El Khomri, à l'appel commun CGT-FO-Solidaires-FSU.

Dans ce creuset, la question d'un parti Lutte de classes, basé sur les revendications vitales et les besoins immédiats de la population laborieuse et jeune, se pose à nouveau avec acuité.

*Wladimir Susanj,*  
*16-04-2016*